

Évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris

Mise à jour d'études de donateurs faites dans le cadre de la première phase

AUSTRALIE

Résumé Exécutif

Ce rapport est une contribution à la Phase 2 de l'Évaluation internationale de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Elle présente une mise à jour des constats faits dans le cadre de l'étude sur l'administration centrale d'AusAID, menée en 2007, lors de la première phase de cette évaluation. La mise à jour permet de répondre aux questions s'adressant aux mises à jour des donateurs et aux études de l'administration centrale des donateurs. Conformément au document d'orientation destiné aux études de l'administration centrale, la mise à jour tente de répondre à la double question de savoir si « nous faisons ce qu'il faut » et si « faisons-nous les choses comme il le faut » – c'est-à-dire que, d'une part, on examine la pertinence des choix faits par l'Australie et, d'autre part, l'efficacité des mesures prises par l'Australie. Cette mise à jour se concentre également sur les trois grands thèmes que l'on juge particulièrement pertinents dans le contexte australien, à savoir augmenter graduellement le financement du programme d'aide, avoir des activités dans des États fragiles et mesurer la performance de l'efficacité.

Principaux constats

L'Australie est résolue à améliorer l'efficacité de l'aide et a pris des mesures particulières pour mettre en œuvre les principes de l'efficacité. Depuis 2001, différents gouvernements australiens se sont engagés dans les efforts en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide australienne et ont participé activement aux efforts en vue d'élaborer le plan d'action pour accroître l'efficacité. L'énoncé de politique actuel sur l'aide au développement international de l'Australie, contenu dans le budget de 2009-2010, met en évidence l'importance de l'efficacité.

Il met particulièrement l'accent sur la nécessité d'établir de véritables partenariats entre l'Australie et les gouvernements partenaires, d'adapter le programme d'aide aux circonstances propres à chaque pays, d'utiliser et de renforcer les systèmes nationaux pour acheminer l'aide et de veiller à ce que le programme d'aide australien soit transparent et responsable.

Le 16 novembre 2010, le ministre des Affaires étrangères a annoncé que l'efficacité du programme d'aide australien ferait l'objet d'un examen indépendant, ce qui reflète l'engagement renouvelé du gouvernement australien d'améliorer l'efficacité de son aide. L'examen, qui prendra fin en avril 2011, porte sur l'efficacité et l'efficience du programme d'aide australien, et présentera une série de recommandations visant à améliorer la structure et l'exécution du programme. Les résultats de cet examen poussé sur l'efficacité de l'aide devraient permettre d'orienter la politique et la pratique de l'aide à un moment où le programme connaît une croissance rapide.

Depuis 2007, la mise en œuvre du plan d'action de l'efficacité du programme d'aide australien a été influencée par cinq principaux facteurs liés les uns aux autres – l'engagement ferme du gouvernement à accroître rapidement le budget d'aide; l'engagement ferme de l'Australie envers le développement international; le grand nombre d'États fragiles avec lesquels l'Australie entretient des relations d'aide; la volonté du gouvernement de cerner de nouvelles manières, plus efficaces, de mener ses activités, et les changements organisationnels de fonds connexes qui ont été apportés pour ce faire. Chacun de ces facteurs a donné un élan particulier aux efforts résolus de l'Australie pour améliorer l'efficacité de l'aide.

Augmentation graduelle du financement du programme d'aide

Le gouvernement australien est résolu à augmenter le financement de l'aide publique au développement pour qu'il représente 0,5 % du revenu national brut d'ici 2015-2016. Cela veut dire que, en 2015-2016, il faudra de 2,5 à 3 milliards de dollars de plus que ce qui était prévu en 2009, et ce, parce qu'on a changé la manière de calculer le revenu national brut en 2010-2011. Par conséquent, le budget consacré à l'aide devrait augmenter pour passer de 4,35 milliards de dollars en 2010-2011, à environ 8 milliards de dollars en 2015-2016. Le gouvernement a réitéré son engagement envers cet objectif.

Donner un rôle plus important à l'Australie en matière de développement international

Depuis son élection en novembre 2007, le gouvernement australien donne un rôle plus important au pays en matière de développement international, ce qui témoigne de sa volonté de participer aux efforts internationaux en vue d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. Ceci s'est par exemple traduit par un engagement plus soutenu de la part de l'Australie envers l'Afrique, les Caraïbes et l'Amérique latine, mais aussi envers le Pacifique puisque le gouvernement a appuyé le Pacte de Cairns sur le renforcement de la coordination du développement, et les Partenariats pour le développement. Cette dernière initiative – visant à établir des partenariats plus forts avec les États insulaires du Pacifique, fondés sur les principes d'appropriation, de respect et de responsabilité mutuels – s'est révélée essentielle dans la mesure où elle a motivé des réformes conformes aux priorités du Programme d'action d'Accra.

Travailler dans des États fragiles

La plupart des voisins immédiats de l'Australie sont des pays en développement et la plupart d'entre eux sont, d'une façon ou d'une autre, dans des situations de précarité : faible gouvernance, conflits civils ou obstacles persistants au développement. Beaucoup de ces pays s'efforcent d'atteindre leurs propres objectifs dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement. De plus, le programme d'aide de l'Australie est de plus en plus impliqué dans des opérations complexes de sécurité nationale, de maintien de la paix et d'édification de l'État. En 2010-2011, le montant total des dépenses dans les États fragiles devrait représenter 53 % de l'ensemble de l'aide bilatérale et régionale de l'Australie. Dans les États fragiles, étant donné les nombreuses difficultés à surmonter, l'Australie applique les principes de la Déclaration de Paris selon une approche adaptée au contexte.

Nouvelles façons de travailler

AusAID accroît la gamme des modalités d'acheminement de l'aide auxquelles elle a recours et se tourne de plus en plus vers l'approche-programme plutôt que vers l'approche-projet. Elle a récemment révisé ses processus d'élaboration et de négociation des stratégies d'aide aux pays et renforcé son approche et son expertise sectorielles et thématiques. Elle mise sur les partenariats, non seulement avec les gou-

vernements partenaires, mais également avec l'ensemble du gouvernement et des parties prenantes en Australie et, sur la scène internationale, avec des partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux. Elle réfléchit également à la manière dont elle veut appréhender l'assistance technique et le développement des capacités, sachant qu'il s'agit de domaines essentiels au développement, notamment dans des contextes de précarité. Le programme d'aide met également davantage l'accent sur l'efficacité de l'aide dans le cadre de la gestion de ses résultats et de la reddition de comptes.

Importants changements organisationnels

Le gouvernement australien est résolu à ce que son programme d'aide, qui prend de l'importance, soit géré efficacement afin qu'il puisse avoir un meilleur impact sur le développement. Pour ce faire, AusAID s'est engagé dans une série d'importantes réformes touchant les politiques, l'organisation et l'acheminement de l'aide. Toutes ces réformes visent à optimiser l'efficacité de l'aide publique au développement de l'Australie. Les dernières réformes du programme et des politiques ont touché les politiques opérationnelles, l'architecture des stratégies de pays et la qualité des systèmes de notification. Ces réformes visaient toutes à fournir une orientation et un soutien pratique à la mise en œuvre du plan d'action en faveur de l'efficacité de l'aide. Ces réformes s'appuient sur un travail mené avant la Déclaration de Paris et donnent un nouvel élan à cet engagement.

Avant le lancement de la première phase de l'Évaluation, l'Australie avait pris la décision de délier son aide et de créer un bureau sur l'efficacité du développement, chargé de surveiller la qualité du programme d'aide et d'évaluer son impact avec plus de rigueur. AusAID a aussi délégué la gestion du programme à ses bureaux sur le terrain, embauché davantage d'experts sectoriels, mis en place un cadre de la qualité pour le programme et commencé à renforcer ses systèmes internes.

Défis et priorités en vue d'améliorer l'efficacité

L'engagement de l'Australie en vue d'améliorer le volume d'aide pour qu'il représente 0,5 % du revenu national brut au cours des cinq prochaines années pose d'importants défis au programme d'aide. En s'appuyant sur ses réalisations et initiatives novatrices, AusAID se positionne pour être en mesure d'administrer un programme d'aide sensiblement plus important et d'aider ses pays partenaires à utiliser les fonds supplémentaires à bon escient.

Dans ce contexte, il sera essentiel de mettre l'accent sur l'efficacité de l'aide dans tous les domaines du programme d'aide. Grâce au développement de nouveaux outils, il sera possible d'acheminer l'aide selon des modalités permettant d'épargner temps et travail, et de mieux gérer le risque. On déploie également des efforts pour accélérer le perfectionnement des compétences et des capacités du personnel, notamment en ce qui a trait à l'aide aux États fragiles; pour mettre en place des

modalités d'acheminement novatrices, de nouvelles manières de travailler et, possiblement, pour inscrire au programme de nouveaux thèmes et secteurs. Il faudra également embaucher de nouveaux effectifs pour répondre aux besoins du programme d'aide, étant donné qu'il évolue et croît rapidement.

L'engagement de l'Australie dans des environnements fragiles et dotés de faibles capacités continuera de poser des défis à l'efficacité du programme d'aide. L'Australie est résolue à acheminer une aide efficace dans de tels contextes, tout en sachant qu'ils resteront des environnements opérationnels difficiles pendant encore quelque temps et qu'il faudra probablement

trouver des solutions novatrices pour acheminer l'aide. À cet égard, la nouvelle initiative « Partenariats pour le développement dans le Pacifique » n'est pas sans importance.

Du point de vue des politiques et des programmes, l'Australie fait « ce qu'il faut » à plusieurs égards pour appuyer son aide. Les principes de la Déclaration de Paris sont mis en application d'une façon ou d'une autre dans le cadre de tous les programmes. L'Australie est également sur la bonne voie pour « faire les choses comme il le faut » – au cours des dernières années, le pays a massivement investi pour se donner de meilleures chances d'accroître l'efficacité de l'aide.